

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUES POPULAIRES COVERED BONDS

Société Anonyme au capital de € 80.000.000
Siège Social : 50, avenue Pierre Mendès-France 75013 Paris
500 366 547 R.C.S. Paris

Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale mixte du 30 mai 2018

Comptes annuels 2017**I. — Bilan et hors bilan publiable**

(En milliers d'Euros)

Actif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Caisses, banques centrales			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	3.1 / 3.8	658 566	658 230
Operations avec la clientèle			
Obligations et autres titres à revenu fixe	3.2 / 3.8	40 044	40 044
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées			
Opérations de crédit-bail et de locations simples			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Autres actifs	3.5	193	167
Comptes de régularisation	3.6	21	474
Total de l'actif		698 824	698 915

Hors-bilan	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés			
Engagements de financement			
Engagements de garantie			
Engagements sur titres			

Passif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit			
Opérations avec la clientèle			
Dettes représentées par un titre	3.4 / 3.8	617 567	617 579
Autres passifs	3.5	4	5
Comptes de régularisation	3.6	245	407
Provisions			
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres hors FRBG	3.7	81 008	80 924
Capital souscrit		80 000	80 000
Primes d'émission			
Réserves		130	130
Écart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		794	792
Résultat de la période		84	2
Total du passif		698 824	698 915

Hors-bilan	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Engagements reçus			
Engagements de financement			
Engagements de garantie	4.1	873 333	892 217
Engagements sur titres			

II. — Compte de résultat

(En milliers d'Euros)	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016
Intérêts et produits assimilés	5.1	23 095	23 018
Intérêts et charges assimilées	5.1	-22 825	-22 718
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)			
Commissions (charges)	5.2	-1	-2
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire	5.3	0	142
Autres charges d'exploitation bancaire			
Produit net bancaire		269	440
Charges générales d'exploitation	5.4	-143	-333
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles			
Résultat brut d'exploitation		126	107
Coût du risque			
Résultat d'exploitation		126	107
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Résultat courant avant impôt		126	107
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	5.5	-42	-105
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées			
Résultat net		84	2

III. — Affectation du résultat

Troisième résolution (Affectation du résultat). — L'Assemblée approuve la proposition du Conseil d'administration et décide d'affecter le résultat de l'exercice formant un bénéfice s'élevant à 84 275,27 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	84 275,27 €
A la réserve légale (5 % du bénéfice) soit	4 213,76 €
Le solde au Compte « report à nouveau » soit	80 061,51 €

Suite à cette affectation le solde de la réserve légale serait de 134 398,95 euros et le solde du report à nouveau de 873 580,03 euros.

Conformément aux dispositions de l'article L.243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée générale prend acte qu'il n'y a pas eu de distribution de dividendes au titre des trois exercices précédents.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexes aux comptes individuels annuels

Note 1. – Cadre général

1.1. La société BP Covered Bonds émet des bonds avec des primes d'émission et des frais d'émission. Ces derniers sont étalés linéairement sur la durée de vie de chaque émission.

Les fonds ainsi levés sont ensuite prêtés aux Banques Populaires selon les mêmes caractéristiques (même date valeur, même échéance, même taux) avec des surcotes décotes exactement égales aux primes d'émissions et des commissions reçues par BP Covered Bonds.

Il existe 2 types de commissions sur les prêts aux Banques Populaires :

- des commissions étalées sur la durée de vie du prêt égales aux frais d'émission ;
- des commissions comptabilisées intégralement en résultat.

Les opérations d'émissions et de prêts ayant exactement les mêmes caractéristiques, l'ensemble de l'opération ne génère aucun PNB à l'exception des commissions intégralement comptabilisées en résultat.

Pour sécuriser les prêts qui leur sont octroyés par BP covered bonds, les Banques Populaires consentent une garantie sur une partie de leur production de prêts immobiliers résidentiels. BP covered bonds bénéficie ainsi d'une garantie financière accordée par les Banques Populaires sous la forme du nantissement d'un portefeuille de créances qu'elles détiennent.

1.2. Faits marquants. — BP covered bonds a arrêté d'émettre depuis le 28 mars 2011 suite à la création de BPCE SFH.

1.3. Événements postérieurs à la clôture. — Aucun événement intervenu après la clôture et ayant une incidence sur les comptes de la période n'a été constaté.

Note 2. – Principes et méthodes comptables

2.1. Les comptes individuels annuels de BP covered bonds sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.2. Les textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire au cours de l'exercice 2017 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

BP covered bonds n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

2.3. Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

— Continuité de l'exploitation,

— Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

— Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.3.1. Opérations avec les établissements de crédit. — Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale, augmentée des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques.

La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

2.3.2. Titres. Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

Titres d'investissement. — Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

Autres titres détenus à long terme. — Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

2.3.3. Dettes représentées par un titre. Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont, selon leur nature, pris en charge en totalité sur la période ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charge à répartir.

2.3.4. Intérêts et assimilés – Commissions. — Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata *temporis*.

Le groupe a choisi l'option suivante concernant les intérêts négatifs :

- lorsque la rémunération d'un actif est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;
- lorsque la rémunération d'un passif est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- Commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations.
- Commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

2.3.5. Revenus des titres. — Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice.

2.3.6. Impôt sur les bénéfices. — BP covered bonds a signé avec sa mère intégrante (BPCE) une convention d'intégration fiscale qui lui assure de constater dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale mutualiste.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.

2.3.7. Contributions aux mécanismes de résolution bancaire. — Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. En 2016, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), dans sa décision n°2016-C-51 du 10 octobre 2016, a arrêté une méthode de calcul par stock des contributions pour le mécanisme des dépôts.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds devient un Fonds de Résolution Unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution. Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élève à 153 milliers d'euros.

Note 3. – Informations sur le bilan

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

3.1. Opérations interbancaires :

Actif (En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Créances à vue	40 999	40 650
Comptes ordinaires	40 999	40 650
Comptes et prêts au jour le jour		
Valeurs et titres reçus en pension au jour le jour		
Valeurs non imputées		
Créances à terme	600 000	600 000
Comptes et prêts à terme	600 000	600 000
Prêts subordonnés et participatifs		
Valeurs et titres reçus en pension à terme		
Créances rattachées	17 567	17 580
Créances douteuses		
Dont créances douteuses compromises		

Dépréciations des créances interbancaires		
Dont dépréciation sur créances douteuses compromises		
Total	658 566	658 230

Les créances à vue représentent les soldes des comptes courants de BP covered bonds ouverts dans les établissements suivants :

— BPCE pour 406 milliers d'euros

— NATIXIS pour 40,59 milliers d'euros

Les créances à terme représentent les prêts consentis aux Banques Populaires.

3.2. Obligations et autres titres à revenu fixe :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Transaction	Placement	Investissement	Transaction	Placement	Investissement
Effets publics et valeurs assimilées						
Valeurs brutes						
Créances rattachées						
Dépréciations						
Obligations et autres titres à revenu fixe			40 044			40 044
Valeurs brutes			40 000			40 000
Créances rattachées			44			44
Dépréciations						
Actions et autres titres à revenu variable						
Valeurs brutes						
Créances rattachées						
Dépréciations						
Total	0	0	40 044	0	0	40 044

La valeur de marché des titres d'investissement s'élève à 40 044 milliers d'euros.

La rubrique « obligations et autres titres à revenu fixe » correspond à l'encours du titre d'investissement de 40 millions d'euros émis par BPCE SFH et à échéance de février 2018.

3.3. Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme :

3.3.1. Évolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme :

(En milliers d'Euros)	01/01/2017	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Valeurs brutes				0
Participations et autres titres détenus à long terme				0
Parts dans les entreprises liées				
Dont avance en compte courant				
Dépréciations				
Participations et autres titres à long terme				
Parts dans les entreprises liées				
Dont avance en compte courant				
Immobilisations financières nettes	0			0

3.3.2. Opérations avec les entreprises liées. — Il s'agit des sociétés susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidé : les opérations sont essentiellement effectuées avec les Banques Populaires et BPCE.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016
	Établissements de crédit	Autres entreprises	Total	Total
Créances	658 566		658 566	658 230
Dont subordonnées				
Dettes	0		0	0
Dont subordonnées				
Engagements de financement				
Engagements de garantie				
Autres engagements donnés				
Engagements donnés	0		0	0

Engagements de financement				
Engagements de garantie	873 333		873 333	892 217
Autres engagements reçus				
Engagements reçus	873 333		873 333	892 217

3.4. Dettes représentées par un titre :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Bons de caisse et bons d'épargne		
Titres du marché interbancaire et de créances négociables		
Emprunts obligataires	600 000	600 000
Autres dettes représentées par un titre		
Dettes rattachées	17 567	17 579
Total	617 567	617 579

Les emprunts obligataires correspondent aux émissions en cours réalisées par BP covered bonds.

3.5. Autres actifs et autres passifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Versements restant à effectuer sur titres de participations				
Comptes de règlement sur opérations sur titres				
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus				
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres				
Créances et dettes sociales et fiscales	40	4	14	5
Dépôts de garantie versés et reçus	153		153	
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers				
Total	193	4	167	5

Les autres actifs sont constitués de :

- La CVAE pour un montant de 3 milliers d'euros
- L'impôt sur les bénéfices pour un montant de 37 milliers d'euros
- Fonds de Résolution Unique pour 153 milliers d'euros

Les autres passifs sont composés de la contribution sociale de solidarité pour un montant de 4 milliers d'euros.

3.6. Comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises				
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture				
Primes et frais d'émission	21		277	
Charges et produits constatés d'avance		21		277
Produits à recevoir/Charges à payer		224	197	130
Valeurs à l'encaissement				
Autres				
Total	21	245	474	407

A l'actif :

- les primes d'émission restant à amortir pour 5 milliers d'euros.
- les frais d'émission restant à amortir pour 16 milliers d'euros.

Au passif :

- les produits constatés d'avance correspondent aux décotes sur prêts restant à amortir pour 5 milliers d'euros ainsi qu'aux étalements de commissions reçues pour 16 milliers d'euros.
- les charges à payer sont de 224 milliers d'euros et représentent l'estimation des factures non parvenues à la clôture des comptes annuels.

3.7. Capitaux propres hors FRBG :

(En milliers d'Euros)	Capital	Réserves / autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Total au 31 décembre 2015	80 000	128	754	40	80 922
Mouvements de l'exercice		2	38	-38	2
Total au 31 décembre 2016	80 000	130	792	2	80 924
Variation de capital					
Affectation résultat 2016			2	-2	
Distribution de dividendes					
Augmentation de capital					
Remboursement du capital					
Autres mouvements					
Résultat de la période				84	84
Total au 31 décembre 2017	80 000	130	794	84	81 008

Le capital social de BP covered bonds s'élève à 80 000 milliers d'euros, soit 8 000 milliers d'actions d'une valeur nominale de 10 euros détenues à 99,99 % par BPCE et les 0,01 % par des personnes physiques.

3.8. Durée résiduelle des emplois et ressources. — Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattaché.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017						Total
	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	
Effets publics et valeurs assimilées							
Créances sur les établissements de crédit	558 566		100 000				658 566
Opérations avec la clientèle							
Obligations et autres titres à revenu fixe	44	40 000					40 044
Opérations de crédit-bail et de locations simples							
Total des emplois	558 610	40 000	100 000	0	0		698 610
Dettes envers les établissements de crédit							
Opérations avec la clientèle							
Dettes représentées par un titre	517 567		100 000				617 567
Dettes subordonnées							
Total des ressources	517 567	0	100 000	0	0		617 567

Note 4. – Informations sur le hors bilan

4.1. Engagements reçus et donnés :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Donnés	Reçus	Donnés	Reçus
Autres valeurs affectées en garantie en faveur d'établissements de crédit		873 333		892 217
Autres valeurs affectées en garantie reçues de la clientèle				
Total		873 333		892 217

BP covered bonds bénéficie de valeurs apportées en garantie accordées par les Banques Populaires.

Cette garantie financière est constituée directement sur un portefeuille de créances immobilières détenues par les Banques Populaires. Au 31 Décembre 2017, ces créances s'élèvent à 873 333 milliers d'euros.

En cas de survenance d'événements prédéterminés définis dans le prospectus d'émission, la garantie financière pourra être exercée et la propriété des actifs donnés en garantie sera automatiquement transférée à BP covered bonds.

4.2. Ventilation du bilan par devise. — L'intégralité des opérations est libellée en Euro.

Note 5. – Information sur le compte de résultat

5.1. Intérêts, produits et charges assimilés :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	22 721		22 721	22 598		22 598
Opérations avec la clientèle						
Obligations et autres titres à revenu fixe	374	-22 825	-22 451	420	-22 718	-22 298
Dettes subordonnées						
Autres						
Total	23 095	-22 825	270	23 018	-22 718	300

La rubrique « Opérations avec les établissements de crédit » se décompose de la manière suivante :

Produits :

- Produits d'intérêts sur prêts interbancaires : 22 467 milliers d'euros
- Étalement des commissions sur prêts : 196 milliers d'euros
- Étalement des surcotes décotes sur prêts : 60 milliers d'euros
- Produits d'intérêts sur compte courant : -2 milliers d'euros

La rubrique « Obligations et autres titres à revenu fixe » se décompose de la manière suivante :

Produits :

- Produits d'intérêts sur titres d'investissement pour 374 milliers d'euros

Charges :

- Charges d'intérêts sur les émissions pour -22 467 milliers d'euros
- Étalement des primes d'émissions payées : - 60 milliers d'euros
- Étalement des commissions sur émissions : - 196 milliers d'euros
- Charges diverses liées aux émissions pour : - 102 milliers d'euros

5.2. Commissions :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaires			0			0
Autres commissions		-1	-1		-2	-2
Total		-1	-1		-2	-2

5.3. Autres produits et charges d'exploitation bancaire :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Amortissement et refacturation des frais d'émission						
Autres produits et charges d'exploitation bancaire (1)	0		0	142		142
Total	0		0	142		142

5.4. Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Frais de personnel		
Salaires et traitements		
Charges de retraite et assimilées		
Autres charges sociales		
Intéressement des salariés		
Participation des salariés		
Impôts et taxes liés aux rémunérations		
Total des frais de personnel	0	0

Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes	-6	-193
Autres charges générales d'exploitation	-137	-140
Charges refacturées		
Total des autres charges d'exploitation	-143	-333
Total	-143	-333

BP covered bonds n'a pas de salarié. Les prestations comptables et juridiques sont réalisées par BPCE.

Au 31 décembre 2017, la rubrique «Autres charges générales d'exploitation » correspond notamment aux prestations administratives et comptables réalisées par BPCE pour le compte de BP covered bonds dans le cadre d'une convention ad hoc (contrat d'agent administratif) pour - 88 milliers d'euros et aux honoraires de commissaires aux comptes pour - 20 milliers d'euros.

La diminution des impôts et taxes est due principalement à la contribution au fonds de résolution unique pour la part de la cotisation définitive non déductible de 0,5 milliard d'euros en 2017 contre 215 milliers d'euros en 2016.

5.5. Impôt sur les bénéfices :

Intégration fiscale. — La société est comprise dans le périmètre de l'intégration fiscale de BPCE.

En matière d'impôt sur les sociétés, conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, l'impôt est déterminé par la filiale, comme en l'absence d'intégration fiscale.

Le montant ainsi calculé, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, est dû à la société mère.

L'impôt sur les sociétés acquitté auprès de la tête de groupe, ventilé entre le résultat comptable et le résultat fiscal, s'analyse ainsi :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Résultat comptable	84	2
Réintégration Contribution sociale de solidarité (N)	4	5
FRU fond de résolution unique	1	215
Impôt sur les Sociétés	42	105
Total 1	131	326
Déduction Contribution sociale de solidarité (N-1)	5	10
Total 2	5	10
Résultat fiscal	126	316
Taux	33,33 %	33,33 %
IS exigible	42	105
Contribution additionnelle (3,30 %)		
Impôt sur les bénéfices	42	105

Note 6. –Autres informations

6.1. Consolidation. — Les comptes individuels de BP covered bonds sont intégrés dans les comptes consolidés de BPCE en application du règlement n°99-07 du Comité de la Réglementation Comptable. Le siège de BPCE est situé au 50 avenue Pierre Mendès France 75201 Paris Cedex 13. Le numéro d'identification de BPCE est le 493 455 042.

6.2. Implantations dans les pays non coopératifs. — L'article L. 511-45 du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe à leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considéré comme insuffisamment coopératif en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvait avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n°2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du Groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'information des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 8 avril 2016 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts. Au 31 décembre 2017, BP covered bonds n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires non fiscalement coopératifs.

6.3. Honoraires des Commissaires aux comptes :

Honoraires des contrôleurs légaux des comptes

Montants en milliers d'Euros	PricewaterhouseCoopers Audit				KPMG			
	Montant (1)		%		Montant (1)		%	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Audit :								
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels (2)	10	8	83 %	62 %	10	8	83 %	62 %
Autres diligences et prestations directement liés à la mission du commissaire aux comptes	2	5	17 %	38 %	2	5	17 %	38 %
Total	12	13	100 %	100 %	12	13	100 %	100 %
Variation (%)	-8 %				-8 %			

V. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

A l'assemblée générale de Banques Populaires Covered Bonds

Banques Populaires Covered Bonds SA
50 avenue Pierre Mendès France
75013 Paris

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banques Populaires Covered Bonds SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banques Populaires Covered Bonds SA par l'assemblée générale du 28 mai 2009 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et par les premiers statuts datés du 21 septembre 2007 lors de sa constitution pour le cabinet KPMG Audit FS I.

Au 31 décembre 2017, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 10ème année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG Audit FS I dans la 11ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

– il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

– il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

– il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

– il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons un rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La-Défense, le 13 avril 2018.

Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit :
Nicolas Montillot ;
Associé,

KPMG Audit FS I :
Xavier de Coninck ;
Associé.

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion présenté par le Conseil d'administration à l'assemblée générale mixte du 30 mai 2018 est tenu à la disposition du public au siège social de BP Covered Bonds sis 50, avenue Pierre Mendès-France 75013 Paris, conformément aux dispositions du règlement n° 91-01 du 16 janvier 1991 du CRBF.